

On a toujours raison de LUTTER !

Lors de la grève du 10 février, 100 000 enseignants, chercheurs, étudiants et lycéens ont manifesté leur hostilité aux Contre-réformes Péresse. Résultat : une médiatrice va « retravailler » le décret sur l'évaluation des enseignants-chercheurs, qui sera bel et bien appliqué en septembre 2009 ! Un simple tour de passe-passe gouvernemental pour tenter d'éteindre l'incendie social, entre surdité et mépris... sans envisager le retrait de la LRU, du LMD et de la masterisation des IUFM, ou l'arrêt des suppressions de postes.

LE DÉCRET EXISTE ENCORE, LA LRU ET LE RESTE AUSSI !

Le 10 février avait lieu le Conseil d'Administration de l'UFC à la Présidence. Vivement chahuté le Président entouré de sa garde, qui a accompagné l'instauration du LMD et demandé la LRU, prend son temps pour répondre au millier de manifestants bloquant les portes. 1 des 9 Présidents « rebelles » prend la pose. Après ½ heure consacrée aux médias devant les chercheurs, enseignants, étudiants, personnels latos impatientes qui lui reprochent son double-discours, il s'exprime enfin : « ne vous trompez pas d'ennemi ». La réplique ne tarde pas : la grande majorité lui hurle que « l'Université n'est pas une Entreprise, le Savoir n'est pas une marchandise et les étudiants ne sont pas des clients ». Seul le secours d'autoproclamés négociateurs permettra au CA d'avoir lieu malgré les décisions de blocage total votées par 2 AG souveraines (droit et sciences).

Le Président espérait sûrement meilleur accueil, si fier d'annoncer que Besançon serait la 1^{ère} ville de France à : 1/ ne pas remonter les maquettes de master-IUFM au Ministère ; 2/ voter pour le retrait du décret d'évaluation des enseignants-chercheurs. 2 décisions qui portent guère à conséquence pour nos revendications : les maquettes Master IUFM ne tiennent pas debout et ne sont pas terminées, et le refus du décret d'évaluation n'empêchera pas sa version revisitée de s'appliquer ! Risible à posteriori,

puisque le CA invalidait ce décret au moment où Péresse le suspendait pour en faire un autre !

Oui, il s'agit de ne pas se tromper d'ennemi. Oui, la masterisation des IUFM découle du LMD et s'articule au Quadrienal d'Etablissement 2008-2011 de l'UFC. **Oui, le décret d'évaluation sur critère de rentabilité est une conséquence indissociable de la LRU** qui fait du Président un patron-DRH, comme l'intégration des IUT dans le budget global est prévue par la dépendance financière au Privé. Faut-il rappeler l'article 19 de la LRU ? « Le Conseil d'Administration de l'Université peut moduler le temps de recherche et le temps d'enseignement des enseignants-chercheurs » Le rapporteur UMP de la LRU à l'Assemblée nationale le reconnaît : « le retirer, c'est tuer la Loi sur l'autonomie des Universités ». Oui, et c'est pour ça que nous en demandons le retrait immédiat !

Par ailleurs les situations ubuesques s'additionnent : comme par exemple cette LRU qui implique un transfert considérable de charges de travail aux universités, alors que l'UFC se voit supprimer 8 postes ! Que font le patron et le CA si autonomes ? De quoi rappeler au passage que la fac de lettre est en sous-effectif d'encadrement depuis des années, et que les locaux ne cessent de se dégrader de façon inquiétante : les « filières non-rentables » sont bien les plus délaissées dans cette débâcle.

MISES EN CONCURRENCE GÉNÉRALISÉES

L'Université Publique a subi depuis 2004 sur deux quadriennaux l'appauvrissement des contenus de disciplines, la professionnalisation systématique, l'orientation des filières selon les besoins du tissu socio-économique, la disparition de diplômes selon les sélections du Marché et la suppression de nombreux acquis étudiants. Le cursus Universitaire avec ses ECTS a fait de la fac un lycée, où les étudiants sont encouragés au bachotage stérile pour réussir. L'uniformisation européenne, qui était l'argument premier de la réforme, n'existe toujours pas et n'est pas pour demain. Des pôles de compétitivité ont été créés, financés par l'asphyxie des sections non-rentables.

Le LMD subordonne le savoir au savoir-faire, remplaçant les connaissances par des compétences. La restructuration

des diplômes s'est faite selon les attentes du « bassin d'emploi » en cassant le cadre national, offrant aux entreprises des modules entiers et un droit de regard sur les contenus d'enseignement. La LRU achève logiquement la transformation, en officialisant l'actionnariat Patronal dans les finances et la gestion des Universités. La fameuse « autonomie financière » signifie bien en fait la « dépendance aux entreprises », dans la novlangue du discours néo-capitaliste.

Le résultat est à l'image du « marché de l'emploi » : la jungle. Les universités, les filières, les contenus, les laboratoires de Recherche, les enseignants, les chercheurs, les étudiants : tout se concurrence et tout le monde est perdant : le bilan doit donc être fait et les conséquences tirées.



CNT-SR

**Confédération Nationale du Travail
Supérieur et Recherche**

Mail : cnt-doubs@cnt-f.org Web : <http://cntbesancon.wordpress.com>

Le ministère redoute les blocages... **ALORS FAISONS-NOUS ENTENDRE !**

La période est au « mouvement social ». Plusieurs secteurs sont en lutte, dont celui de l'université. Les raisons en sont multiples, depuis la simple contestation de la loi Pécresse (qui accélère le processus de privatisation des universités et accroît le pouvoir des présidents d'université) jusqu'au ras-le-bol généralisé d'un monde sur lequel nous n'avons aucune prise.

On nous reproche parfois nos moyens d'action, et notamment celui du blocage. On connaît le résultat des pétitions, des manifestations plan-plan et autres actions symboliques. On connaît aussi le résultat des négociations entre « représentants étudiants », souvent autoproclamés, et gouvernement. Le pouvoir écoute, entend, mais c'est tout. Comme on dit : *la dictature c'est « ferme ta gueule »... et la démocratie c'est « cause toujours »* (d'ailleurs, on se demande dans quel régime on est, vu les interventions policières des derniers jours, mais nous n'avons de toute façon pas plus l'intention de fermer nos gueules que de parler dans le vent froid).

Le blocage est un moyen de pression. C'est pour ça que le gouvernement n'a qu'une envie : que les blocages cessent. Que les cheminots retournent au turbin et que les étudiants cessent de se poser des questions et de paralyser l'université. Les concepts de « grève molle » ou de « barrages filtrants » ont été un combat sémantique des anti-grèves ces dernières années... que les partisans d'une récupération de la colère dans les urnes ont malheureusement contribué à populariser. Au point que ce « service minimum » de la grève constitue depuis des semaines un frein à la progression de la contestation à Besançon et ailleurs, plombant la mobilisation sans lui donner les moyens de faire aboutir le fond de ses revendications.

Le gouvernement voterait cette « demi-grève » en souriant, lui qui redoute par-dessus tout que les étudiants ne rejoignent le ras-le-bol des travailleurs, des précaires et des chômeurs : car nous subissons en effet tous l'antidémocratie du Marché, différemment selon nos secteurs mais selon la même logique. L'administration Sarkozy gagne à diviser ces secteurs et dégoupiller les révoltes contre l'impasse du système qu'il impose, mais y souscrire à notre tour et l'appliquer revient à dépenser notre énergie pour préparer notre défaite.

L'heure est au blocage ! Il faut une véritable grève pour construire et obtenir une véritable satisfaction de nos revendications. Trop d'aberrations se sont accumulées à l'Université depuis le LMD en 2004, trop de droits étudiants perdus sans perspectives sérieuses, trop de marchandisation des parcours : nous devons prendre le temps de reposer les problèmes en profondeur. Et **la grève reste le meilleur outil des salariés-usagers pour justement bloquer le fonctionnement de ce qui ne fonctionne plus, et faire en sorte qu'il reparte ensuite sur de meilleures bases.**

LE BLOCAGE EST LE SEUL MOYEN EFFICACE :

→ **de restaurer l'égalité entre les étudiants** dans le jeu de piste des cours pour savoir lequel a lieu où et quand. L'argument de faire venir les étudiants pour les informer n'est plus d'actualité, et cela sépare maintenant des étudiants grévistes pénalisés des anti-grévistes favorisés... sans convaincre les hésitants soumis au maintien de certains cours ;

→ **de marquer notre solidarité avec les enseignants, les chercheurs et personnels de l'Université**, en joignant la particularité du point de vue étudiant ;

→ **de signifier clairement le message au Ministère** de l'Éducation Nationale, sous-secrétariat de l'Enseignement Supérieur, qui fait semblant de ne pas entendre ;

→ **de libérer du temps en commun** pour des débats, des actions, des travaux par commissions, manifester, faire avancer nos critiques et nos revendications ;

→ **d'ouvrir un espace concret et symbolique aux mobilisations sociales**, de mettre salles et amphithéâtres à disposition de secteurs en lutte en fédérant les combats ;

→ **de renouveler l'expérience positive d'une Université Populaire ouverte à tous**, avec des cours alternatifs et des projections de films ou documentaires.

Les attaques du gouvernement sont radicales : soyons le autant !